

## Bulletin d'histoire politique

### La scission de la droite traditionaliste : le Regroupement national (1964)

Janie Normand

---

Le RIN, parti indépendantiste, 1963-1968  
Volume 22, numéro 3, printemps-été 2014

URI : [id.erudit.org/iderudit/1024142ar](https://id.erudit.org/iderudit/1024142ar)  
<https://doi.org/10.7202/1024142ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

#### Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique et VLB éditeur

ISSN 1201-0421 (imprimé)  
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

#### Citer cet article

Normand, J. (2014). La scission de la droite traditionaliste : le Regroupement national (1964). *Bulletin d'histoire politique*, 22 (3), 23-33. <https://doi.org/10.7202/1024142ar>

---

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

---

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. [www.erudit.org](http://www.erudit.org)

## La scission de la droite traditionaliste : le Regroupement national (1964)

JANIE NORMAND  
*Historienne, Collège Montmorency*

Depuis les années 1990, l'historiographie québécoise connaît une recrudescence d'études consacrées aux mouvements de droite. Mise de côté au lendemain de la Révolution tranquille, la droite politique est de plus en plus d'actualité au sein de la communauté historienne. Ce texte vise à présenter la deuxième scission qu'a vécue le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) et à rappeler les éléments peu connus qui ont mené à la fondation du Regroupement national (RN), un parti indépendantiste de droite, le 13 septembre 1964. En effet, le Regroupement national combine le projet d'indépendance du Québec avec une idéologie traditionaliste qui met de l'avant l'idée de continuité de la tradition et de la culture canadienne-française (famille, religion, langue française). Elle s'oppose à l'idéologie indépendantiste de gauche du RIN qui se caractérise par les idées socialistes et de décolonisation.

Le 2 août 1968, le Ralliement national (RN) de Gilles Grégoire et le Mouvement souveraineté-association (MSA) de René Lévesque forment une alliance politique afin d'unir les forces indépendantistes sous une seule bannière, le Parti québécois (PQ). À la suite de la fondation du PQ en octobre 1968, le RIN se saborde trois semaines plus tard. Nous savons qu'à l'élection de juin 1966, le Ralliement national de René Jutras et de Laurent Legault était le seul parti à se présenter comme une alternative indépendantiste de droite au RIN. Par ailleurs, il est connu que le Ralliement national est né d'une alliance entre les créditistes provinciaux et le Regroupement national, le 13 mars 1966, et qu'en août 1967, Gilles Grégoire devient le chef de ce parti politique. Cependant, il est peu connu que le Regroupement national est né d'une scission avec le RIN.

De ce rappel découlent plusieurs interrogations: que savons-nous déjà sur les liens entre le Regroupement national et le RIN? Quelles sont les causes qui ont mené la droite indépendantiste à se séparer du premier parti indépendantiste? Qui cette droite regroupe-t-elle? Quelles sont leurs valeurs et leurs motivations?

Beaucoup d'études historiques ont été réalisées sur le RIN. Cependant, seulement trois ont été répertoriés comme ayant pour sujet principal le Regroupement national, le Ralliement national ou son chef politique, le docteur René Lévesque, soit; un chapitre rédigé en 2011 par Xavier Gélinas dans *D'une nation à l'autre: discours nationaux au Canada*<sup>1</sup> et deux textes d'Éric Bédard<sup>2</sup>. Un des articles d'Éric Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les bleus » dans *René Lévesque: mythes et réalités*, paru en 2008, traite notamment de la séparation de la droite avec le RIN. Selon l'historien, les démissionnaires du RIN rejettent alors l'idée de rupture avec le passé ainsi que les idées gauchisantes des rinistes, alléguant même que la naissance du Regroupement national est directement en opposition avec la conception de l'indépendance pour le Québec avancée par le RIN. Néanmoins, nous croyons qu'il existe d'autres raisons à la scission. Bref, grâce à ce chapitre rédigé par Bédard, nous situons certes mieux le RN, mais sans véritablement y saisir toutes les nuances nécessaires sur les véritables causes de la dissociation d'une partie des membres du RIN.

Globalement, nous adoptons la même vision historique d'ensemble<sup>3</sup>. Cependant, nous soutenons davantage la définition de la droite avancée par Xavier Gélinas que celle d'Éric Bédard en ce qui concerne le Regroupement national et le Ralliement national. Nous comprenons que Bédard place le nationalisme comme l'aspiration principale de leur doctrine à laquelle est juxtaposée leur idéologie de droite. Il définit l'ensemble des protagonistes de cette droite nationaliste comme étant l'*électorat bleu*. Cet électorat conservateur nationaliste peut englober autant les partisans de l'Union nationale, du Parti des créditistes, du Regroupement national, du Ralliement national ainsi que les plus conservateurs membres et sympathisants du Parti libéral du Québec<sup>4</sup>. Nous croyons que cette droite conservatrice proposée par Bédard est beaucoup trop vaste.

Nous proposons une vision idéologique différente qui se base principalement sur les travaux de Xavier Gélinas<sup>5</sup> pour définir plus précisément la droite du Regroupement national et du Ralliement national par l'utilisation du terme *traditionaliste*. L'affirmation de Gélinas selon laquelle il s'agit d'un traditionalisme de transition nous apparaît encore plus juste. En effet, nos recherches nous ont permis d'établir que le nationalisme du RN est d'abord soutenu par une doctrine traditionaliste qui aspire plutôt à trouver un ordre pour la société à laquelle ces adhérents pourront se conformer tout en respectant leurs valeurs fondamentales comme la famille, la patrie ainsi que la valorisation de la culture canadienne-française

et du christianisme. Cependant, ce que Gélinas a su très bien démontrer dans son article est que certains éléments définissant la nation canadienne-française traditionnelle se transforment<sup>6</sup>. Leur idéologie prône l'indépendance du Québec, donc le rejet des francophones hors Québec habituellement inclus dans la nation canadienne-française traditionaliste, ainsi que certains principes démocratiques et universels. En somme, nous croyons que les aspirations des regroupistes sont d'abord constitutives de leurs racines idéologiques traditionalistes sur lesquelles repose leur système de valeurs nationales.

Il nous apparaît évident que la pensée traditionaliste est présente dans le mouvement indépendantiste québécois depuis le milieu des années 1960. Le Regroupement national et le Ralliement national sont tous deux des partis indépendantistes et traditionalistes. Finalement, le docteur René Jutras, en tant que principal architecte du développement de ce courant de pensée indépendantiste valorise non seulement la culture canadienne-française, la religion catholique et la langue française, mais aussi des valeurs démocratiques et universelles pour le Québec.

Fort malheureusement, mis à part ces quelques textes, l'historiographie datant d'avant les années 2000 est quasi-muette sur le sujet. Avec peu de précision ou d'analyse, quelques ouvrages mentionnent les raisons de la scission des dissidents du RIN. Citons notamment les ouvrages comme *Les partis indépendantistes québécois de 1960 à 1973* de Lionel Bellavance, *The Dynamics of Right-Wing Protest: A Political Analysis of Social Credit in Quebec* de Michael B. Stein, *Partis politiques et société québécoise de Duplessis à Bourassa: 1944-1970* de Réjean Pelletier, *Bourgault* de Jean-François Nadeau ainsi qu'*Alarme citoyens! L'affaire Cross-Laporte, du connu à l'inconnu* de Jacques Lacoursière. De manière peu convaincante, tous ces écrits ont tendance à soutenir l'idée générale que le Regroupement national représente la droite nationaliste au Québec et qu'elle s'est simplement détachée du RIN en 1964 «à cause de ses orientations trop révolutionnaires et de l'agnosticisme de son chef, Pierre Bourgault<sup>7</sup>.» Cependant, on ne note que trop peu de citations de sources pertinentes pour expliquer la dissociation de Jutras et de ses acolytes du RIN en vue de former le Regroupement national. Cette scission ne pourrait être expliquée aussi arbitrairement et aussi simplement, car elle émane de causes multiples et, somme toute, assez complexes. Outre celles citées plus haut, nous soutenons aussi que ce sont des raisons de financement ainsi que des conflits entre les membres de la métropole et des régions qui permettent de mieux comprendre les circonstances des événements qui ont mené à la création du RN. Également, et ce fut aussi un facteur aggravant, l'idéologie «gauchiste» du RIN et l'attitude des rinistes par rapport à la religion catholique ont aussi contribué à la séparation de l'aile droite du RIN, mais ce ne sont pas là les uniques raisons de la scission de 1964.

Afin de mettre en évidence cette complexité factorielle dans la scission au sein du RIN, notre recherche s'est appuyée principalement sur deux fonds : le fonds René Jutras<sup>8</sup> et le fonds du Rassemblement pour l'indépendance nationale<sup>9</sup>. Durant sa présidence, le docteur Jutras a conservé toute la documentation relative au Regroupement national et au Ralliement national, de 1964 à 1966. L'imposante revue de presse, régionale et métropolitaine, conservée par René Jutras concernant ces deux partis, mais aussi le mouvement indépendantiste en général, nous a permis d'obtenir de précieuses informations. Par ailleurs, l'accès au fonds du RIN pour l'année 1964 nous a permis de consulter une correspondance nourrie, nous permettant de cerner les causes de la scission entre les rinistes et le groupe de l'Est-du-Québec.

Fondé en 1960 comme un mouvement d'éducation populaire, le RIN devient un parti politique en mars 1963. Sympathisants des idées indépendantistes, les jeunes militants marxistes de la revue *Parti Pris* qui viennent gonfler les rangs du parti confirment une orientation idéologique du RIN vers la gauche. Déjà en 1964, Robert Maheu, chroniqueur de la revue *Parti Pris*, constate « l'ouverture à gauche » du RIN depuis l'arrivée de Bourgault à la présidence, tout en dénonçant le manque de radicalisme des positions rinistes<sup>10</sup>. En mai 1964, lors du Congrès national à Québec, Pierre Bourgault devient le nouveau président du Rassemblement, en battant Guy Pouliot. Il en restera le chef charismatique jusqu'à la dissolution du parti le 27 octobre 1968<sup>11</sup>. Dans ce même article, Maheu affirme que ces positions de plus en plus à gauche entraînent des conflits au sein de l'organisation, notamment avec l'aile droite du parti regroupant entre autres René Jutras, Jean Miville-Dechéne et Jean Garon, conflits qui mèneront justement à une scission en 1964, celle que nous évoquions au départ.

Trois raisons principales peuvent expliquer la scission de l'aile droite du RIN afin de former le Regroupement national ; des conflits d'ordre idéologique, d'ordre économique et d'ordre régional. En premier lieu, les aspirations idéologiques et la conception de l'indépendance diffèrent entre ce groupe de droite et l'exécutif du RIN. Dans un article de *La Nouvelle*, journal régional de Victoriaville, René Jutras explique que la souveraineté du Québec à laquelle il a adhéré en avril 1964 est bien différente de celle du mois de mai 1964, soit lors de l'assemblée d'élection de Pierre Bourgault : « En fait, c'était à la souveraineté du Québec que j'adhérais et puisqu'à ce moment-là le RIN n'avait pas pris encore la tangente révolutionnaire et était le seul à promouvoir cette cause, je me suis inscrit dans ses rangs<sup>12</sup>. » La conception personnelle de l'indépendance que se fait le docteur Jutras a rapidement été mise à l'épreuve lorsqu'il a rencontré pour la première fois les dirigeants et les militants à Montréal à la fin d'avril 1964. Il avoue même que c'était « une cruelle déception » et il avait le sentiment de passer pour « le cave de province<sup>13</sup>. » René Jutras explique sa désillusion

relativement au RIN, parti indépendantiste auquel il venait d'adhérer : « J'ai cru comprendre, ce soir-là, que bon nombre de ces militants, dont la voix était prépondérante, travaillaient pour une indépendance qui ne coïncidait pas du tout avec celle que je souhaite pour la nation canadienne-française<sup>14</sup>. » L'élection de Pierre Bourgault à la présidence du parti au congrès de mai 1964 confirme cette tendance gauchiste au RIN que Jutras désapprouve. Malgré tout, le docteur Jutras se fait élire comme délégué dans la région d'Arthabaska pour unir sa voix à celle d'autres membres de la région de l'Est-du-Québec<sup>15</sup>. De ce groupe, au sein des délégués rinistes, nous retrouvons entre autres Jean Garon, Gérard Ouellet, Paul Sabourin, Jean Miville-Dechêne, Joseph Costisella, Lucien Lessard et Pierre Roy<sup>16</sup>.

À ce conflit d'ordre idéologique s'ajoute également une dispute régionale. En proclamant leur groupe comme étant celui de la région de l'Est-du-Québec, les membres traditionalistes créent une faction au sein du RIN, ce qui ne plaît aucunement à Pierre Bourgault :

[L]a région de l'Est-du-Québec n'existe pas. [...] cette apparition de postes fictifs reflète le fond du conflit, c'est-à-dire le désir manifesté depuis longtemps déjà par un groupe de rinistes de la région de Québec de vouloir contrôler tout l'Est-du-Québec, créant ainsi une division artificielle au sein du parti<sup>17</sup>.

Le fait est que ces cadres de l'Est-du-Québec ne sont pas assez nombreux au RIN pour contrecarrer la tendance « gauchiste » au sein du parti. Même Bourgault soutient ceci : « Ils ont cru pouvoir imposer leurs petites volontés à une majorité de membres qui refuse de s'en laisser imposer. Ils ont toujours fait un blocage systématique à toute opinion ou directive qui venait de la direction nationale<sup>18</sup>. » Déjà en juin 1964, le premier indice d'un conflit entre la direction du RIN et les rinistes traditionalistes est palpable. Paul Sabourin, un avocat de Baie-Comeau, répond à un membre du journal *L'Indépendance*, Pierre Léger. En fait, Léger semble avoir accusé à tort Jean Miville-Dechêne et Paul Sabourin de chantage pour arriver à un changement des mœurs financières au RIN<sup>19</sup>. Le 8 août 1964, lors d'une réunion de l'exécutif, le conseil central procède à l'expulsion de Jean Miville-Dechêne, un courtier d'assurances et vice-président du RIN pour la région de Québec, « pour indiscipline et refus systématique de collaborer avec le parti<sup>20</sup>. » Grâce au rapport de la séance du Conseil central du 8 août, nous comprenons que Jean Miville-Dechêne et Jean Garon ont obtenu des informations que seul le conseil exécutif était en droit d'avoir. Ces deux membres refusent de divulguer leurs sources et Miville-Dechêne lance que « toute décision du Conseil central prise en l'absence des représentants de la région de Québec sera irrecevable<sup>21</sup>. »

À la même réunion, Jean Garon, économiste et président de la région de Québec, se fait suspendre du RIN par le comité exécutif qui lui donne « [...] un sévère avertissement à propos de vos attitudes et agissements

vis-à-vis la direction du parti<sup>22</sup>. » Dans la lettre que Pierre Bourgault envoie à Garon au sujet de cette suspension, il explique que « ce que le Conseil central vous reproche le plus, je crois, c'est cette attitude systématique d'opposition<sup>23</sup>. » Jean Miville-Dechéne et Jean Garon font partie de ce groupe plus conservateur, dont les autres membres ne tarderont pas à démontrer leur mécontentement relativement à la suspension et à l'expulsion de leurs confrères d'idées.

Les conflits régionaux sont donc l'une des causes de l'expulsion de Jean Miville-Dechéne et de la suspension de Jean Garon. En nous référant à l'attitude de Pierre Bourgault et aux constats du docteur Jutras, nous pouvons conclure que le rejet est mutuel, provenant tout autant de la part du groupe de Montréal que du groupe issu des régions. Cette citation de René Jutras décrivant ces rencontres avec les rinistes l'explique bien : « Plus les réunions se succédaient, plus un fossé profond s'élargissait entre les factions de Montréal et celles des provinces [...] »<sup>24</sup>. Bref, le désir d'indépendance des militants de l'Est-du-Québec ne correspond pas à la même réalité que celui de la région métropolitaine.

Troisièmement, Jean Garon soulignait, lors d'une entrevue qu'il nous a accordée à l'été 2008, que les rinistes de l'Est-du-Québec avaient recruté bon nombre de nouveaux adhérents et de cotisations pour le RIN<sup>25</sup>, ce que confirme le fonds du RIN<sup>26</sup>. Les cadres de l'Est espéraient pouvoir obtenir certains montants pour organiser des activités dans leurs régions respectives, mais le conseil central n'était pas d'accord avec cette idée. L'argent des cotisations était surtout dépensé dans la région métropolitaine. En effet, Jean Garon et ses acolytes de la capitale désiraient conserver une partie des cotisations afin de recruter des membres pour le RIN par la réalisation d'émissions télévisées. Selon les dires de Jean Garon, Pierre Bourgault n'approuvait pas cette tactique même si elle a permis de fonder une quarantaine de sections du RIN<sup>27</sup>. Dans le rapport de la séance du 20 juin 1964, il est proposé par le comité exécutif que

sur le montant de la cotisation, 2,50\$ soit versé au National, 1,25\$ au régional et 1,25\$ au comté. Le comté enverrait le montant global de la cotisation au national, dont le secrétariat ferait ensuite partage. Les cotisations venant de comtés non organisés resteraient au national<sup>28</sup>.

Le problème avec cette répartition des cotisations est que le niveau national, soit l'exécutif situé à Montréal, tente de rediriger la quasi-totalité de l'argent vers l'organisation dans la métropole, ce qui laisse très peu de moyens financiers et donc de marge de manœuvre aux organisations régionales. Pour les rinistes traditionalistes, cette situation n'a fait qu'accroître les conflits déjà existants au sein du RIN.

Coup de théâtre au RIN, le 28 août 1964, cinq rinistes traditionalistes appartenant aussi au groupe de l'Est-du-Québec donnent en bloc leur

démission. Il s'agit de René Jutras, président de la région des Bois-Francis, Jean-Marc Béliveau, vice-président de la région des Bois-Francis, Jean Garon, président de la région de Québec, Paul Sabourin, vice-président de la région de Québec et François Lafrenière, aussi vice-président de la région de Québec<sup>29</sup>. Dans la même semaine, s'ajoute Jean Miville-Dechéne, déjà expulsé du RIN, mais aussi, quelques jours plus tard, Raymond Tremblay, président de la région du Saguenay-Lac Saint-Jean et Marc-André Bédard, président de la région de Chicoutimi<sup>30</sup>. Par l'intermédiaire de Paul Sabourin, Lucien Lessard, président du comté de Saguenay et Pierre Roy, vice-président du comté de Saguenay, se joignent aussi au rang des dissidents du RIN<sup>31</sup>. En moins d'une semaine, le Rassemblement pour l'indépendance nationale perd plus de sept cadres de la région de l'Est-du-Québec.

Après avoir quitté les rangs du RIN, les démissionnaires proposent une alternative politique aux indépendantistes du Québec en septembre 1964: le Regroupement national (RN). Le Regroupement national est un parti résolument traditionaliste, mais présente tout de même une gamme d'aspects modernes à certains égards. Les raisons pour lesquelles le RN se fait étiqueter *de droite* sont essentiellement liées au respect du passé canadien-français et aux valeurs chrétiennes que le nouveau parti professe. Aussi, le RN prend position en faveur du respect de la démocratie ainsi que des droits de l'homme. Pour schématiser, les fondateurs du Regroupement national refusent l'idée de rupture totale avec le passé et le contrôle accru de la société par l'État, prônés par le RIN.

D'une part, nous pouvons résumer l'idéologie des membres du Regroupement national par un respect des aïeux, des traditions et de l'autorité dans le cadre familial. Cette conception se traduit dans leur conception de la structure nationale. En établissant dans leur manifeste que «la famille est la cellule de base de la société québécoise<sup>32</sup>» et que «[l]e Regroupement national déclare qu'il fera du Québec un État souverain et démocratique, de culture française et d'inspiration chrétienne<sup>33</sup>», le parti du docteur Jutras lie la structure de la société québécoise aux valeurs chères aux traditionalistes. Selon Jutras, si l'on reproduit le fonctionnement de la famille dans la patrie, autant par la structure que par l'amour que l'on y porte, il sera plus facile de bien la gérer. D'autre part, le respect de la culture canadienne-française en Amérique, et plus précisément, la préservation de l'héritage culturel par la langue française et la religion chrétienne, est fondamental dans l'idéologie du Regroupement national. Comme le rapporte Claude Daigneault du *Soleil*: «Le parti s'inspire des valeurs fondamentales du Canada français et de sa culture gréco-latine en évolution. Le chef du parti indépendantiste dit que la base de l'action du Regroupement national était la morale chrétienne<sup>34</sup>.» Pour les membres de ce parti, l'augmentation d'agnostiques au sein de la société est problématique, car l'évacuation de cette morale chrétienne dans la société québécoise



consisterait à répudier notre passé et nos origines profondes qui ont très certainement contribué à bâtir notre nation. Nous pouvons constater que cette position est typiquement associée à leur traditionalisme.

Depuis la naissance du Regroupement national, René Jutras, président du parti, clame haut et fort que « [...] jamais il n'y aura de relations entre le Regroupement national et le RIN, et que jamais il ne sera question d'unir les partis<sup>35</sup>. » Néanmoins, les rapprochements entre le Regroupement national et Marcel Chaput, ancien président du RIN, atténuent les tensions et le RN montre déjà des signes d'ouverture au début 1965. Lors d'une conférence dans la région métropolitaine en mars, René Jutras annonce ainsi que « le RN est prêt à participer à la création d'un Conseil national de l'indépendance<sup>36</sup>. » Selon Marcel Chaput, l'un des initiateurs du projet, ce conseil

agirait, entre autres, comme tribunal d'arbitrage pour les mouvements indépendantistes qui pourraient, a-t-il dit, régler leurs disputes de l'intérieur plutôt que de s'étrangler sur la place publique [et] [...] de coordonner les efforts des mouvements indépendantistes, au niveau de la stratégie pour qu'au moment de l'action leurs efforts ne s'annulent pas<sup>37</sup>.

Selon un communiqué de presse distribué aux médias en début d'avril, le Regroupement national est le premier et le seul parti indépendantiste à avoir accepté de se joindre à ce conseil<sup>38</sup>. Cependant, le docteur Jutras reçoit une invitation pour une rencontre en vue de fonder le Conseil national de l'indépendance. En avril 1965, Marcel Chaput convie plusieurs personnalités du milieu indépendantiste à un restaurant de Montréal<sup>39</sup>. Parmi les invités, on compte Raymond Barbeau de la défunte Alliance laurienne, Pierre Bourgault, André D'Allemagne, Guy Pouliot et Andrée Ferretti du RIN, Jean Garon, Antoine Larue, René Jutras et Jean Miville-Dechéne du RN et certains membres de *Parti Pris*. Apparemment, René Jutras ne semble pas avoir apprécié la liste des convives, car il décline l'invitation. Les réserves de Jutras sont bien sensibles dans un article du *Soleil* du 1<sup>er</sup> mai 1965, où il déclare :

[I]l est presque impossible que l'on assiste à l'unification des partis politiques indépendantistes, lors de prochaines élections provinciales. Si les membres du Rassemblement pour l'indépendance nationale veulent se joindre à nous et accepter notre manifeste, ils sont les bienvenus. Quant à nous, nous continuons notre chemin<sup>40</sup>.

Une coalition indépendantiste semble bel et bien un projet évacué pour les membres du Regroupement national, malgré quelques brefs signes d'ouverture. D'une part, au premier caucus du RN le 20 juin 1965, l'option du Conseil national de l'indépendance n'est même pas à l'ordre du jour<sup>41</sup>. D'autre part, dès juin 1965, le Regroupement national amorce la nomination

des candidats dans certains comtés en vue des élections provinciales. Le RIN désigne aussi des candidats et les deux partis sont conscients que ces nominations diviseront le vote indépendantiste dans certains comtés. Dès lors, l'union entre les deux partis semble définitivement exclue. Bref, le Regroupement national a beaucoup d'espoir en vue de la prochaine élection provinciale de 1966, mais sans une alliance avec un autre parti politique ou un appui massif de la presse, le Regroupement national semble n'être pas suffisamment connu de la population pour créer l'effet escompté.

Ce dernier événement démontre bien l'impasse du mouvement indépendantiste entre le RN et le RIN. Malgré les efforts de Marcel Chapat pour créer un Conseil national de l'indépendance qui réunirait des membres du RIN et des membres du RN, aucun parti n'est cependant prêt à faire de compromis idéologique et les indépendantistes ne réussissent pas à s'entendre pour former un seul parti. Donc, le projet avorte. Cette division rend impossible le projet d'indépendance du Québec en 1965. Un an et demi après la scission des traditionalistes du RIN, les divisions idéologiques et régionales sont toujours palpables. La scission entre le RIN et le groupe de René Jutras n'a pas seulement été causée par une profonde et réelle dissension idéologique, mais aussi amplifiée par des conflits financiers et régionaux.

Donc, pour nous, il est clair que les deux partis de Jutras sont idéologiquement plus près du Parti du Ralliement créditiste du Québec que du Rassemblement pour l'indépendance nationale. C'est précisément pour cette raison que le Regroupement national et le Ralliement des créditistes s'uniront afin de former le Ralliement national en mars 1966. Les deux partis sont traditionalistes et nationalistes. À ce constat, nous pouvons ajouter un élément de constance, alors que Gilles Grégoire, le chef du Ralliement national de 1966 à 1968, a réussi à perpétuer cette conception idéologique. De plus, le Ralliement national a joué un rôle important dans l'unification des forces indépendantistes. Il l'a été par son rôle de médiateur pour ainsi permettre la fondation et l'appellation du Parti québécois qui a été trouvé par Gilles Grégoire, mais aussi, grâce au pragmatisme politique de René Lévesque. Du reste, nous avons analysé en profondeur pour la première fois les causes de la scission des traditionalistes en 1964 au Rassemblement pour l'indépendance nationale. De ce fait, nous espérons que ces événements reprennent leur juste place dans l'historiographie québécoise. Par conséquent, seules l'union des forces indépendantistes et l'acceptation de la présence de plusieurs idéologies au sein d'un même parti pouvaient rendre le projet indépendantiste viable lors de la fondation du Parti québécois en octobre 1968. D'ailleurs, trois semaines plus tard, le RIN de Bourgault se sabordera pour se joindre lui aussi au PQ.

Le Parti québécois a gardé des traces de ces associations idéologiques discordantes. Ces divergences expliquent certainement qu'une partie de

ses membres sont, à l'occasion, tentés par des partis plus à droite, comme l'Action démocratique du Québec (ADQ) en 2007 ou la Coalition avenir Québec (CAQ) en 2012, ou plus à gauche, avec Québec solidaire. Aujourd'hui encore, l'électorat traditionaliste s'avère toujours être l'un des pivots nécessaires à l'élection d'un gouvernement péquiste majoritaire.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Il s'agit de Xavier Gélinas, « René Jutras et le Ralliement national : un nationalisme de transition » dans Frédéric Boily et Donald Ipperciel (dir.), *D'une nation à l'autre : discours nationaux au Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2011, p. 15-35.
2. Il s'agit de Éric Bédard, « René Jutras », dans Robert Comeau, Charles-Philippe Courtois et Denis Monière (dir.), *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois. Tome I. 1834-1968*, Montréal, VLB éditeur, 2010, p. 208-219 et Éric Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les "bleus" », dans Alexandre Stefanescu (dir.), *René Lévesque. Mythes et réalités*, Montréal, VLB éditeur, 2008, p. 147-159.
3. Janie Normand, *L'indépendance à droite : l'histoire du Regroupement national et du Ralliement national entre 1964 et 1968*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2010, 190 p.
4. Éric Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les "bleus" », dans Alexandre Stefanescu (dir.), *Op. cit.*, p. 147.
5. Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, 486 p.
6. Xavier Gélinas, *loc. cit.*, p. 27-29.
7. Réjean Pelletier, *Partis politiques et société québécoise de Duplessis à Bourassa : 1944-1970*, Montréal, Québec/Amérique, 1989, p. 349.
8. Le fonds René Jutras se trouve au Centre d'archives de Québec de Bibliothèques et Archives nationales du Québec.
9. Le fonds du Rassemblement pour l'indépendance nationale se trouve au Centre d'archives de Montréal de Bibliothèques et Archives nationales du Québec.
10. Robert Maheu, « L'ouverture à gauche », *Parti Pris*, vol. 2, n° 2, 1964, p. 54.
11. Jean-Claude Labrecque, *Le RIN* [film 16 mm coul.], Montréal, Production Virage, 2001, 78 min.
12. René Jutras, « L'indépendance du Québec : autopsie d'une démission », *La Nouvelle*, 22 septembre 1964, p. 15.
13. *Ibid.*
14. *Ibid.*
15. Congrès national RIN, *Liste des délégués*, 31 mai 1964, p. 2, Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047/20.
16. *Ibid.*, p. 1 à 6.
17. Pierre Bourgault, cité dans « Défection de cinq chefs », *Le Devoir*, 29 août 1964.
18. Pierre Bourgault, « Au sujet des démissions », *L'Indépendance*, septembre 1964.
19. Lettre de Paul Sabourin à Pierre Léger, juin 1964, Centre d'archives de

- Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047/20.
20. Pierre Bourgault, « Au sujet des démissions », *L'Indépendance*, septembre 1964.
  21. *Rapport de la séance du Conseil central du RIN*, Montréal, 8 août 1964, p. 1, Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047/20.
  22. Lettre de Pierre Bourgault à Jean Garon, 11 août 1964, Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047/20.
  23. *Ibid.*
  24. René Jutras, « Pourquoi j'ai démissionné », *L'Union des Cantons-de-l'Est*, 9 septembre 1964, p. 1.
  25. Janie Normand, entrevue avec Jean Garon concernant le Regroupement national et le Ralliement national, Québec, 15 août 2008.
  26. Nous avons pu trouver une chemise remplie de nouvelles adhésions faites par Jean Miville-Dechêne, et ce, seulement dans les six premiers mois de l'année 1964.
  27. Assemblée nationale du Québec, *Archives : entrevue avec Jean Garon, 1ère partie*, 20 septembre 2009, dans *Vidéo et audio*, 4 min 15 s, <http://www.assnat.qc.ca/fr/video-audio>
  28. Rapport de séance du comité exécutif, 20 juin 1964, p. 4, Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047/20.
  29. « Défection de cinq chefs du RIN de la région de Québec », *Le Devoir*, 29 août 1964.
  30. Claude Déry, « Sept chefs de file du RIN quittent les rangs du parti », *La Tribune*, 29 août 1964.
  31. Lettre à Paul Sabourin, René Jutras, Jean Garon et Jean Miville-Dechêne, 29 août 1964, Centre d'archives de Québec, fonds René Jutras, P781, série 3.
  32. Regroupement national, « Manifeste du Regroupement national », *La Nation*, vol. 1, n° 1, 26 septembre 1964, p. 1.
  33. *Ibid.*
  34. Claude Daigneault, « Le R.N. veut axer sa politique sur la personne humaine », *Le Soleil*, 8 décembre 1964.
  35. *Ibid.*
  36. « Le RN est prêt à participer à la création d'un conseil national de l'indépendance », *La Presse*, 25 mars 1965.
  37. *Ibid.*
  38. René Jutras, Troisième communiqué de presse d'une série de quatre du Regroupement national, avril 1965, Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.
  39. Lettre de Marcel Chaput à René Jutras, 17 avril 1965, Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.
  40. « L'union des partis politiques indépendantistes pour la prochaine élection est presque impossible », *Le Soleil*, 1er mai 1965, p.18B.
  41. Ordre du jour ; Premier caucus général du Regroupement national, 20 juin 1965, Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.